

Madagascar : Survol hebdomadaire de la presse francophone

N°21 (du 21 au 29 mai 2011)

La crise politique

◆ **Sortie de crise : le Sommet de la Sadc de Windhoek, le 20 mai, n'a pas permis de progresser. Une rencontre « entre toutes les parties » est proposée à Gaborone le 6 juin.** Le Sommet a « réitéré la nécessité d'un processus ouvert à tous en vue de trouver une solution durable aux défis que connaît le pays ». Le secrétaire exécutif du bloc régional a prévenu : « C'est le dernier effort [...] pour tenter de convaincre toutes les parties qu'elles doivent prendre part à la feuille de route pour le bien de leur peuple. [...] Ce sera la dernière rencontre ». La résolution finale a été différemment interprétée par les protagonistes. Andry Rajoelina ne se rendra à Gaborone que s'il y est invité « en tant que chef de la Transition », pour entériner le ralliement des trois mouvances à la feuille de route qu'il se refuse à voir renégociée. Il affirme que la Sadc l'a adoptée et que ce sont « les représentants de ceux qui avaient paraphé la feuille de route qui se rendront à Gaborone ». La « dernière chance » dont fait mention la Sadc ne viserait que les trois mouvances récalcitrantes. La mouvance Ravalomanana déclare quant à elle : « On n'a pas accepté la feuille de route paraphée le 9 mars car elle est unilatérale et n'inclut pas tous les Malgaches ». Marc Ravalomanana et Zafy Albert se rendront au rendez-vous à la condition de pouvoir discuter de son contenu. La Sadc doit soumettre un ordre du jour et déterminer quels seront les formations ou groupements invités. Des observateurs se montrent sévères vis-à-vis de l'organisation régionale, accusée d'alimenter les fausses interprétations et de semer à nouveau le trouble au sein de la classe politique. L'intense tournée de lobbying d'Andry Rajoelina en Afrique et en Europe ne semble pas avoir convaincu ses interlocuteurs. Pour l'heure, seuls la France et Maurice poussent à l'adoption de la feuille de route. Le ministère français des Affaires étrangères réitère le caractère constructif de celle-ci, sans pour autant affirmer qu'elle ait été validée lors du Sommet de Windhoek. Il réaffirme le soutien de la France à l'équipe de médiation. La situation demeure donc très incertaine et l'on s'interroge : qu'advient-il si les trois mouvances refusent de signer la feuille de route en l'état ? Malgré ses certitudes de façade, le régime sent que rien n'est encore acquis. Il a envoyé une délégation au siège de la Sadc. « Des contre-vérités sont véhiculées par les mouvances des trois anciens présidents, d'où cette démarche officielle afin de demander les détails de la décision du Sommet », explique le ministre de la Communication. Dans l'attente de savoir quels seront les heureux bénéficiaires de l'invitation, les politiques se bousculent pour pouvoir être présents au rendez-vous de Gaborone. L'expression « les parties prenantes » du communiqué de la Sadc est suffisamment vague pour entretenir toutes les spéculations. Pour le pouvoir, il ne peut s'agir que des 8 forces politiques qui ont paraphé la feuille de route, auxquelles il faut ajouter les trois mouvances. Une approche vivement contestée. Marc Ravalomanana et Tomas Salomao se sont rencontrés à Johannesburg pour en débattre. La société civile, l'Armée - garante de l'unité nationale -, et le Fikm, devraient, selon certains, faire également le déplacement. La Sadc serait en train de revoir ses critères de classification des forces politiques. Les frais occasionnés par ce déplacement seront pris en charge par la Sadc.

◆ **Un parcours de validation de la feuille de route semé d'embûches.** Après le Sommet de Windhoek du 20 mai et celui du 5 juin à Gaborone, le document, s'il est entériné par les « parties prenantes », devra encore être soumis aux chefs d'Etat de la Sadc, réunis à Johannesburg du 10 au 12 juin. Il prendrait ensuite la direction de la Guinée Equatoriale où se déroulera le 29 juin le Sommet de l'UA. Ce n'est qu'au terme de ce parcours des plus incertains que Madagascar pourrait connaître un début de reconnaissance internationale.

◆ **Le Congrès de la Transition adopte son ordre du jour sans débat et dans la précipitation.** L'urgence est plus que jamais d'organiser les élections, sans tenir compte des réserves de la communauté internationale et en anticipant sur les conclusions du Sommet de Gaborone. Une manière aussi de faire pression sur les trois mouvances. La question de l'amnistie reste en suspens, de même que le dossier de l'élargissement des institutions de la Transition. Le Parlement a adopté le projet de Code électoral. Des avancées ont été constatées mais des mesures discriminatoires introduites par le précédent régime ont été confirmées, voire aggravées. Au nombre des innovations, la révision annuelle de la liste électorale. Le projet entérine le bulletin unique. Certaines sanctions ont été durcies. Le projet confirme qu'un membre de la diaspora ne peut pas se présenter aux élections s'il ne réside pas dans le pays dans les 6 mois précédant la date d'ouverture du dépôt de candidature. Une mesure qui vise en premier lieu les deux ex-présidents en exil. Autre discrimination : le doublement de la caution exigée pour tout dépôt de candidature aux présidentielles. Le projet n'aborde pas la question du financement de partis et de la campagne électorale

◆ **Camille Vital jette un pavé dans la marre en affirmant que la réconciliation nationale est inutile :** « Nous n'avons pas besoin de réconciliation. [...] Personne n'a tiré sur personne et personne ne s'est battu », a-t-il indiqué pour justifier sa position. « Notre problème se résume aux trois mouvances. Nous les avons sollicitées, mais elles n'ont pas répondu. Tant pis pour elles », a-t-il lâché. Il a également décoché une flèche à la Sadc : « Globalement, c'est la décision de la Sadc qui fait perdurer la transition ». Cette déclaration inattendue, qui ne fait pas l'unanimité au sein des formations qui soutiennent le pouvoir, va à l'encontre de la feuille de route paraphée, laquelle prône des mesures d'apaisement, dont la réconciliation nationale et une large amnistie. Des commissions ont été installées au Parlement pour préparer les textes afférents.

◆ « **Ombre chinoise sur les élections** », titre *Le Courrier*. La détermination d'Andry Rajoelina à organiser les élections avant le 30 novembre trouverait sa source dans l'assurance d'un financement promis par *China*

international Fund (CIF). Le groupe est actionnaire avec l'Etat malgache dans la société *Madagascar Development Corporation* et il est très puissant dans plusieurs Etats africains. Cette société mixte serait étroitement associée au financement des grands chantiers de la HAT annoncés lors de la campagne référendaire. Le groupe chinois aurait été introduit à Madagascar par l'ancien ministre des Mines du gouvernement guinéen de transition. Le ministre français des Affaires étrangères aurait fait part de son mécontentement à Andry Rajoelina lorsque ce dernier s'est félicité de la coopération privée chinoise lors de leur rencontre du 12 mai à Paris.

◆ **La CNOSC veut se fait entendre.** Au lendemain du Sommet de Windhoek, elle rappelle que « *la société civile est l'une des parties prenantes et acteur à part entière dans la résolution de la crise et dans la préparation de l'avenir de la nation* ». Elle ajoute : « *quelque part, la CNOSC, et la société civile en général, ont perdu leur crédibilité, mais nous allons faire en sorte que ce ne soit plus le cas* ». La société civile réitère ses exigences de neutralité de l'administration, d'instauration d'un cadre apaisé permettant de réaliser la réconciliation nationale et l'amnistie préalable aux élections, de non-éligibilité des membres du gouvernement de Transition, lequel ne devrait prendre aucune décision engageant l'avenir. Le feuille de route, dans sa version actuelle, « *ne prend pas en compte les véritables aspirations populaires et ne traite que de façon superficielle et partielle les problèmes de fond* ». La société civile déplore « *la régression de la démocratie, la dégradation de l'économie et de la bonne gouvernance, la hausse du chômage, l'insécurité, l'accès inéquitable aux soins, la dégradation de l'environnement, le taux d'abandon scolaire, la corruption et l'invasion de la politique au sein de l'armée, du système judiciaire et de la religion* ».

◆ **Poursuite du « Rodobe » : Zafy Albert malmené par les forces de l'ordre.** Le « *Mouvement des Malgaches pour la patrie* » a vu ses tentatives de manifestation sur la voie publique fermement réprimées par l'Emmo/Reg. Elles ont lancé des grenades lacrymogènes sur le 4x4 de l'ancien président, qui voit dans cet incident une attaque personnelle. Quelques échauffourées ont été signalées, 9 personnes ont été arrêtées. Un dossier sur ces incidents a été remis aux ambassades de Chine, de France et de Turquie, ainsi qu'à la représentation des Nations unies. Albert Zafy entend démontrer que les droits fondamentaux d'expression et de manifestation sont bafoués. Il indique vouloir rechercher la provenance des bombes lacrymogènes utilisées.

◆ **Guy Maxime Ralaiseheno, président de l'AMM, de nouveau suspendu pour 2 mois.** La suspension de fonction, qui avait été renouvelée pour un mois, était arrivée à son terme et ne devait plus pouvoir être reconduite. Le président de l'AMM s'était récemment rapproché du mouvement « *Rodobe* ».

◆ **Le pays profond ignore tout des débats politiques qui agitent la capitale et vit dans la terreur des « dahalo ».** « *Justice et Paix* » évoque le fossé qui se creuse entre ce qui se dit dans la capitale et les réalités vécues dans les régions en matière de confection des listes électorales et de préparatifs des élections. « *Les citoyens ne savent même pas que le pays se prépare pour des élections ; ils ne savent même pas ce que les politiciens discutent à propos de la médiation de la Sadc...* ». L'organisation catholique se déclare très préoccupée par l'insécurité qui règne dans les campagnes. Les commanditaires de vols de zébus seraient des exportateurs de bêtes sur pied, qui agissent depuis la capitale et les cercles du pouvoir. Maurice est soupçonné d'être un relais de ces exportations. Le président du Leader Fanilo, dénonce le silence et l'indifférence du Parlement vis-à-vis des graves difficultés que supportent les populations.

◆ **76 policiers poursuivis en Justice pour avoir enfreint l'éthique professionnelle.** Des mesures d'assainissement sont en cours, annonce le ministre de la Sécurité intérieure. Parmi les faits reprochés, la location d'armes, la participation directe à des associations de malfaiteurs, le rançonnement de transporteurs.

◆ **Mamy Rakotoarivelo auditionné par le Doyen des Juges.** Cette audition s'inscrit dans le cadre de l'affaire de l'attentat contre le véhicule d'Andry Rajoelina. Il a été confronté aux deux présumés auteurs de l'attentat, qui l'avaient mis en cause dans cette affaire. Ceux-ci-ci restent détenus jusqu'au procès dont la date n'est pas fixée.

Droits humains, gouvernance

◆ **Journée mondiale des enfants disparus.** Depuis l'intervention du Syndicat des professionnels du travail social (SPDTS), en 2009, 2.501 plaintes ont été déposées et 713 enfants sont encore introuvables à ce jour. La régression du niveau de vie, renforcée par la crise de 2009, favorise la déstructuration de la cellule familiale. Chômage, précarité, violence au niveau du couple, maltraitance, non-respect des droits, affectent majoritairement les femmes et les enfants. Ces situations favorisent les disparitions d'enfants (fugue, égarement, enlèvement,...). 78% des enfants en fugue (dont 13% sont domestiques ou travailleurs), quittent volontairement leur cadre de vie habituel en raison de la maltraitance qu'ils ont subie.

◆ **Un front contre la corruption.** Une plateforme de concertation a été constituée entre 5 institutions : la médiature de la République, le CSI, la Chaîne pénale anti-corruption, le Bianco et le Samifin. Objectif : le renforcement de l'Etat de droit. La plateforme mise sur un éventail de « *démarches cohérentes* », à travers le renforcement des capacités et compétences de leurs membres, l'organisation de programmes de formation et l'échange d'informations. Les présidents des composantes démentent que cette création ait été rendue nécessaire suite au constat d'échec des politiques antérieures de lutte contre la corruption.

Economie - Social

◆. **Pour un moratoire des financements européens sur les extractions minières.** Dans une lettre ouverte à la présidence de l'UE et aux institutions européennes, 50 eurodéputés demandent de cesser les financements de l'Union aux industries extractives, tant que les normes et réglementations adéquates n'ont pas été établies. Ils se disent préoccupés par les financements consentis par la BEI dans des projets miniers en Afrique ainsi qu'à Madagascar. « *Les mines sont généralement exploitées par des multinationales qui ont souvent des liens étroits avec des paradis fiscaux et opèrent partout dans le monde, ce qui les rend extrêmement difficiles à contrôler et à tenir responsables des dommages (environnementaux ou sociaux) qui peuvent résulter de leurs activités* ».

◆. **Total délaisse le pétrole lourd de Bemolanga.** Son directeur régional explique que l'extraction de pétrole lourd n'est pas rentable actuellement, en dépit de la hausse des cours du brut. Total a tout de même proposé de rester encore un an sur l'île. Le groupe va mener des explorations pour juger de la faisabilité d'exploitation du pétrole conventionnel. Les relations entre la France et Madagascar se sont réchauffées depuis la chute de Marc Ravalomanana et un départ de la société française serait vécu par le pouvoir comme un abandon, estime-t-on.

◆. **L'Inde s'intéresse à Madagascar. Le 2^{ème} Sommet Inde-Afrique s'est ouvert à Addis-Abeba.** L'Inde s'est alignée sur la communauté internationale et a suspendu son aide mais elle reste très intéressée par la Grande Ile. Jusqu'en 2008, ce pays s'était impliqué dans le domaine agricole et avait noué un partenariat notamment pour de l'outillage et des semences. Les deux pays ont une relation particulière puisque de nombreux immigrants indiens de longue date, les *karanas*, sont des acteurs incontournables de l'économie du pays. Quelques grosses sociétés commencent à s'intéresser aux potentialités de Madagascar dans le domaine des industries extractives, mais aussi dans l'agrobusiness (cf le projet *Varun*, très contesté).

◆. **Une délégation de *China-Africa Agricultural Investment* aurait été reçue par le ministre de l'Agriculture.** Il s'agirait de négocier l'octroi à *CAAI* d'importantes superficies de terres arables. Dans la même optique que l'accord avorté avec *Daewoo*, les productions seraient destinées à l'exportation.

◆. **Les aires protégées menacées par la persistance de la crise politique. Le projet de financement additionnel en souffrance à la Banque mondiale.** Son absence constituerait un très sérieux handicap pour la gestion environnementale malgache. Les fonds accordés par la Banque représentent 61% de l'aide publique pour le financement des aires protégées. Dans un mois, ces fonds seront épuisés. Voahary Gasy estime cependant que la bonne gouvernance doit d'abord être de mise avant d'accorder ce soutien financier d'urgence. La Banque a fait savoir qu'un choix de gouvernance devrait être fait, entre la promotion du tourisme et ses apports durables en devises et le gain à court terme des trafics environnementaux, car il en va de la réputation du pays.